ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation, le 6 août 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure devant la députation permanente dans les cas où elle exerce une mission juridictionnelle", a donné le 19 août 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 augustus 1987 door de Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de procedure voor de bestendige deputatie in de gevallen waarin zij een rechtsprekende taak uitoefent", heeft op 19 augustus 1987 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

L'arrêté en projet ne contient qu'un certain nombre de règles relatives à la procédure devant la députation permanente dans les cas où elle exerce une mission juridictionnelle, d'autres règles étant déjà fixées par la loi du 6 juillet 1987.

L'intitulé serait dès lors mieux rédigé ainsi qu'il sera proposé ci-après.

Préambule.

L'alinéa 1er doit être rédigé de la manière indiquée ci-après.

Dispositif.

Observations générales.

1. Il conviendrait de compléter le projet par des dispositions réglant l'instruction ainsi que les incidents. Ces dispositions pourraient s'inspirer des dispositions du règlement de procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

.../...

Toutefois, en ce qui concerne l'inscription de faux, il serait préférable de s'inspirer de l'article 78 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

2. Le Conseil d'Etat propose de mettre en concordance avec l'article 104bis de la loi provinciale et avec le présent projet, les articles 9 et 11 de l'arrêté royal du 19 juillet 1867 qui est relatif à la publication et à la collation des bourses d'étude fondées.

Les articles 9 et 11 disposent :

"Article 9. Le pourvoi contre les collations n'est recevable que de la part de ceux qui ont demandé les bourses, et il doit être fait devant la députation permanente, sous peine de déchéance, dans les quinze jours de la notification de la collation.

Le recours en justice, ouvert par l'article 48 de la loi, doit être exercé, sous la même peine, dans le mois de la notification de l'arrêté royal rendu en conformité de l'article 42, § 3.

Article 11. La notification des collations et celle des décisions rendues, sur le pourvoi, par la députation permanente ou par le Roi, seront faites par lettres chargées d'office à la poste".

Il faut ajouter l'arrêté royal du 25 décembre 1867 qui renvoie à l'article 11 précité et qui dispose, en son article unique :

"Les notifications prémentionnées auront lieu par la voie administrative, conformément aux prescriptions de l'article 76, 3°, § 2, de la loi communale."

.../...

Le texte proposé, pour l'article 11, permet l'abrogation de l'arrêté royal du 25 décembre 1867, dont il reprend la teneur.

La mise en concordance des articles 9 et 11 de l'arrêté royal du 19 juillet 1867 ne concerne que la procédure, sans modifier le fond.

+

Il est aussi proposé de mettre en concordance, quant aux notifications à effectuer, l'article 213, alinéa 3, deuxième phrase, de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale.

+

Observations par articles.

Article 2.

Cet article ne saurait être appliqué tel quel que si la députation permanente est saisie d'un recours contre un acte administratif. Ce ne sera pas toujours le cas, par exemple en matière d'incompatibilités ou de déchéance des conseillers communaux.

Article 3.

L'article devrait être complété par une disposition relative à l'obligation de joindre éventuellement une copie de l'acte faisant l'objet d'un recours ou d'une réclamation.

.../...

Article 6.

Le délai prévu à cet article doit, conformément à une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, être compris comme étant un délai d'ordre.

+

Le texte suivant est proposé pour l'intégralité du projet :

"ARRETE ROYAL RELATIF A LA PROCEDURE DEVANT LA DEPUTATION PERMANENTE DANS LES CAS OU ELLE EXERCE UNE MISSION JURIDICTIONNELLE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi provinciale, notamment l'article 104bis, inséré par la loi du 6 juillet 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER.- DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.-

Dans tous les cas où la députation permanente exerce une mission juridictionnelle, le présent arrêté est applicable pour autant qu'il n'en soit disposé autrement par la loi ou en vertu de la loi.

Article 2.-

Lorsque la députation permanente est saisie d'un recours ou d'une réclamation contre un acte d'une autorité administrative, le recours ou la réclamation doit lui être adressé dans un délai de soixante jours à partir de la publication ou de la notification de l'acte litigieux.

Lorsque cet acte ne doit être ni publié ni notifié, le délai court à dater du jour où le requérant en aura eu connaissance.

Article 3.-

Le recours ou la réclamation doit être introduit par écrit sous la forme d'une requête datée contenant :

1° les noms, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet du recours ou de la réclamation et un exposé des faits et des moyens;

3° les noms, demeure ou siège de la partie adverse.

.../...

Dans le cas prévu à l'article 2, la partie requérante joint à son recours ou à sa réclamation une copie de l'acte incriminé.

Dans tous les cas, elle joint ... copies de son recours ou de sa réclamation.

Article 4.-

L'envoi à la députation permanente de la requête est fait sous pli recommandé à la poste ou par le dépôt contre récépissé au greffe provincial.

Article 5.-

Le greffier provincial transmet sans délai une copie de la requête aux autres parties.

Celles-ci ont trente jours pour transmettre au greffier un mémoire.

Le greffier informe les parties des jours et heures où elles peuvent consulter le dossier. Il transmet les mémoires en réponse sans délai à la partie requérante. Il notifie aux parties la date de l'audience publique.

Article 6.-

La députation permanente se prononce dans un délai de nonante jours à partir de la date de la réception de la requête.

Article 7.-

La décision de la députation permanente est notifiée aux parties par les soins du greffier provincial.

.../...

CHAPITRE II.- DE L'INSTRUCTION.

Section première.- Des mesures d'instruction.

Article 8.-

La députation permanente ou celui de ses membres qu'elle désigne peut correspondre directement avec toutes les autorités et leur demander tous renseignements utiles.

Ils ont le droit de se faire communiquer tous documents par les autorités administratives.

Ils peuvent réclamer aux parties et à leurs avocats toutes explications complémentaires.

Article 9.-

La députation permanente ou celui de ses membres qu'elle désigne peut entendre les parties et toutes autres personnes.

Le procès-verbal de l'audition est signé par le président ou par le membre de la députation permanente, le greffier et la personne entendue.

Article 10.-

La députation permanente ou celui de ses membres qu'elle désigne peut procéder sur les lieux à toutes constatations.

Les parties et leurs avocats sont convoqués.

.../...

Section 2.- De l'audition de témoins à l'audience.

Article 11.-

En cas d'audition de témoins à l'audience, les parties et leurs avocats sont convoqués.

Le procès-verbal de l'audition est signé par le président, le greffier et la personne entendue.

CHAPITRE III.- DES INCIDENTS.

Section première.- De l'inscription de faux.

Article 12.-

Dans le cas où une partie s'inscrit en faux contre une pièce produite, la députation permanente invite la partie qui l'a produite à déclarer sans délai si elle persiste dans son intention de s'en servir.

Si la partie ne satisfait pas à cette demande ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, celle-ci est rejetée.

Si elle déclare vouloir s'en servir et que la pièce soit essentielle pour la solution du litige, la députation permanente sursoit à statuer jusqu'après le jugement de faux par la juridiction compétente. Si aucune juridiction n'a été saisie de la question, la députation permanente apprécie la force probante de la pièce.

.../...

S'il peut être statué sans tenir compte de la pièce arguée de faux, il est passé outre.

Section 2.- De l'intervention.

Article 13.-

Ceux qui ont intérêt à la solution de l'affaire peuvent y intervenir.

Les parties peuvent appeler en intervention ceux dont elles estiment la présence nécessaire à la cause.

La députation permanente peut communiquer le recours ou la réclamation à toute personne dont les intérêts sont mis en cause.

Article 14.-

La demande en intervention est formée, avant la clôture des débats, par requête rédigée conformément à l'article 3.

La requête indique, en outre, les raisons de l'intervention.

Article 15.-

La députation permanente statue sans délai sur la recevabilité de la requête.

Le greffier notifie la décision aux parties, à l'intervenant ou aux tiers appelés en intervention.

L'intervention ne peut retarder la décision de l'affaire.

.../...

Section 3.- De la reprise d'instance.

Article 16.-

Si, avant la clôture des débats, l'une des parties vient à décéder, il y a lieu à reprise d'instance.

Hormis le cas d'urgence, la procédure est suspendue pendant le délai de trois mois et quarante jours accordé aux héritiers pour faire inventaire et délibérer.

La reprise d'instance doit se faire, au plus tard, dans les huit jours qui suivent l'expiration de ce délai.

Article 17.-

Les ayants droit du défunt reprennent l'instance par requête adressée au greffe, rédigée conformément à l'article 3.

Le greffier transmet une copie de cette requête aux parties.

Article 18.-

Après l'expiration du délai pour faire inventaire et délibérer, la procédure est valablement reprise contre les ayants droit du défunt, par requête rédigée conformément à l'article 3.

Article 19.-

Dans les autres cas où il y a lieu à reprise d'instance, celle-ci se fait par déclaration au greffe.

.../...

Section 4.- Du désistement.

Article 20.-

Lorsqu'il y a renonciation expresse à la demande, la députation permanente se prononce sans délai sur le désistement.

Section 5.- De la connexité.

Article 21.-

S'il y a lieu de statuer par une seule et même décision sur plusieurs affaires, le président peut ordonner leur jonction, soit d'office, soit à la demande des parties.

Le greffier notifie cette ordonnance aux parties.

Section 6.- De la récusation.

Article 22.-

Les membres de la députation permanente peuvent être récusés dans le cas prévu à l'article 98 de la loi provinciale et pour les causes qui donnent lieu à récusation aux termes des articles 828 et 830 du Code judiciaire.

Tout membre de la députation permanente qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de la déclarer; la députation permanente décide s'il doit s'abstenir.

Article 23.-

Celui qui veut récuser doit le faire dès qu'il a connaissance de la cause de récusation.

.../...

Article 24.-

La récusation est proposée par requête motivée, rédigée conformément à l'article 3.

Article 25.-

Il est statué sans délai sur la récusation, le récusant et le membre récusé entendus.

CHAPITRE IV.- DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET ABROGATOIRES.

Article 26.-

L'article 9, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 19 juillet 1867 qui est relatif à la publication et à la collation des bourses d'étude fondées est remplacé par la disposition suivante :

"Un recours à la députation permanente est ouvert aux personnes qui ont demandé une bourse. Le recours doit être introduit dans les soixante jours de la notification de la décision des commissions provinciales ou des collateurs".

Article 27.-

L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11. Les décisions en matière de collation de bourses et celles qui sont arrêtées par le Roi sont notifiées par lettre recommandée à la poste ou par la voie administrative; les décisions de la députation permanente sont notifiées aux parties par les soins du greffier provincial".

.../...

Article 28.-

L'arrêté royal du 25 décembre 1867 qui est relatif à la notification des collations de bourses d'étude est abrogé.

Article 29.-

Dans l'article 213, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale, la seconde phrase est remplacée par la disposition suivante :

"Un exemplaire du compte de fin de gestion du receveur local ou régional est envoyé, selon le cas, à l'administration communale ou au commissaire d'arrondissement; la décision de la députation permanente est notifiée par les soins du greffier provincial aux parties et, selon le cas, à l'administration communale ou au commissaire d'arrondissement".

CHAPITRE V.- DISPOSITIONS FINALES.

Article 30.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1987.

Article 31.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het ontworpen besluit bevat slechts enkele regels betreffende de procedure die voor de bestendige deputatie moet worden gevolgd in de gevallen waarin deze een rechtsprekende taak vervult. Andere regels dienaangaande zijn reeds vastgesteld door de wet van 6 juli 1987.

Het opschrift zou dan ook beter worden geredigeerd zoals verderop wordt voorgesteld.

Aanhef.

Het eerste lid moet geredigeerd worden zoals verderop wordt aangegeven.

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerkingen.

1. Het ontwerp behoort te worden aangevuld met bepalingen betreffende het onderzoek en de tussengeschillen. Men kan zich daarbij laten leiden door de bepalingen van de procedureregeling voor de afdeling administratie van de Raad van State.

.../...

Voor de betichting van valsheid lijkt het evenwel verkieslijk aansluiting te zoeken bij artikel 78 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

2. De Raad van State stelt voor, de artikelen 9 en 11 van het koninklijk besluit van 19 juli 1867, dat betrekking heeft op de bekendmaking en de toekenning van gestichte studiebeurzen, in overeenstemming te brengen met artikel 104bis van de provinciewet en met het onderhavige ontwerp.

De artikelen 9 en 11 van dat besluit bepalen :
(geen Nederlandse tekst)

"Article 9. Le pourvoi contre les collations n'est recevable que de la part de ceux qui ont demandé les bourses, et il doit être fait devant la députation permanente, sous peine de déchéance, dans les quinze jours de la notification de la collation.

Le recours en justice, ouvert par l'article 48 de la loi, doit être exercé, sous la même peine, dans le mois de la notification de l'arrêté royal rendu en conformité de l'article 42, § 3.

Article 11. La notification des collations et celle des décisions rendues, sur le pourvoi, par la députation permanente ou par le Roi, seront faites par lettres chargées d'office à la poste".

.../...

Daar komt nog bij, het koninklijk besluit van 25 december 1867, dat verwijst naar het voornoemde artikel 11 en in zijn enig artikel bepaalt : (geen Nederlandse tekst)

"Les notifications prémentionnées auront lieu par la voie administrative, conformément aux prescriptions de l'article 76, 3°, § 2, de la loi communale".

De hierna voor artikel 11 voorgestelde tekst maakt het mogelijk het koninklijk besluit van 25 december 1867, waarvan hij de inhoud overneemt, op te heffen.

De aanpassing van de artikelen 9 en 11 van het koninklijk besluit van 19 juli 1867 slaat enkel op de procedure en wijzigt niets ten gronde.

+

Er wordt ook in overweging gegeven, artikel 213, derde lid, tweede volzin, van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentecomptabiliteit aan te passen wat betreft de te verrichten kennisgevingen.

+

Opmerkingen bij de artikelen.

Artikel 2.

Dit artikel is als zodanig slechts toepasbaar wanneer bij de bestendige deputatie een beroep tegen een admi-

.../...

nistratieve handeling aanhangig wordt gemaakt. Dat zal niet altijd het geval zijn, bij voorbeeld in zake onverenigbaarheden of vervallenverklaring van gemeenteraadsleden.

Artikel 3.

Dit artikel zou moeten worden aangevuld met een bepaling over de verplichting om bij het beroep of het bezwaar eventueel een afschrift te voegen van de handeling die het voorwerp is van dat beroep of bezwaar.

Artikel 6.

De in dit artikel bepaalde termijn moet overeenkomstig een vaste rechtspraak van de Raad van State verstaan worden als een niet dwingende termijn.

+

De volgende tekst wordt in overweging gegeven voor het gehele ontwerp :

"KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE PROCEDURE VOOR DE BESTENDIGE DEPUTATIE IN DE GEVALLEN WAARIN DEZE EEN RECHTSPREKENDE TAAK VERVULT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

.../...

Gelet op de provinciewet, inzonderheid op artikel 104bis, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

EERSTE HOOFDSTUK.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing in alle gevallen waarin de bestendige deputatie een rechtsprekende taak vervult, voor zover door of krachtens de wet niet anders is bepaald.

Artikel 2.-

Wanneer bij de bestendige deputatie een beroep of een bezwaar tegen een handeling van een administratieve overheid aanhangig wordt gemaakt, moet dat beroep of bezwaar haar worden bezorgd binnen een termijn van zestig dagen vanaf de bekendmaking of de betekening van de betwiste handeling.

Indien die handeling noch bekendgemaakt noch betekend dient te worden, gaat de termijn in met de dag waarop de verzoeker er kennis van heeft gehad.

.../...

Artikel 3.-

Het beroep of het bezwaar moet schriftelijk ingeleid worden in de vorm van een gedagtekend verzoekschrift bevattende :

1° de namen, de hoedanigheid en de woning of zetel van de verzoekende partij;

2° het voorwerp van het beroep of het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° de namen en de woning of zetel van de tegenpartij.

In het geval bedoeld in artikel 2 voegt de verzoekende partij bij haar beroep of bezwaar een afschrift van de bestreden handeling.

In alle gevallen voegt zij er ... afschriften van haar beroep of bezwaar bij.

Artikel 4.-

Het verzoekschrift wordt aan de bestendige deputatie bezorgd bij een ter post aangetekende brief of door neerlegging op de provinciale griffie tegen ontvangstbewijs.

.../...

Artikel 5.-

De provinciegriffier zendt de andere partijen zonder verwijl een afschrift van het verzoekschrift toe.

Die partijen beschikken over een termijn van dertig dagen om aan de griffier een memorie te doen geworden.

De griffier deelt aan de partijen mede op welke dagen en uren zij inzage van het dossier kunnen nemen. Hij zendt de memories van antwoord zonder verwijl aan de verzoekende partij. Hij geeft de partijen kennis van de datum van de openbare terechtzitting.

Artikel 6.-

De bestendige deputatie doet uitspraak binnen een termijn van negentig dagen vanaf de datum van de ontvangst van het verzoekschrift.

Artikel 7.-

De beslissing van de bestendige deputatie wordt ter kennis van de partijen gebracht door toedoen van de provinciegriffier.

.../...

HOOFDSTUK II. - ONDERZOEK.

Eerste afdeling. - Onderzoeksmaatregelen.

Artikel 8.-

De bestendige deputatie of degene die zij onder haar leden aanwijst, kan rechtstreeks briefwisseling voeren met alle overheden en deze alle dienstige inlichtingen vragen.

Zij zijn ertoe gerechtigd zich door de administratieve overheden alle bescheiden te doen overleggen.

Zij kunnen van de partijen en dezer advocaten alle aanvullende opheldering vorderen.

Artikel 9.-

De bestendige deputatie of degene die zij onder heer leden aanwijst, kunnen de partijen en alle andere personen horen.

Het proces-verbaal van verhoor wordt getekend door de voorzitter of het lid van de bestendige deputatie, de griffier en de gehoorde persoon.

Artikel 10.-

De bestendige deputatie of degene die zij onder haar leden aanwijst, kan ter plaatse overgaan tot alle vaststellingen.

De partijen en hun advocaten worden opgeroepen.

.../...

Afdeling 2. - Getuigenverhoor ter terechtzitting.

Artikel 11.-

In geval van getuigenverhoor ter terechtzitting worden de partijen en hun advocaten opgeroepen.

Het proces-verbaal van verhoor wordt getekend door de voorzitter, de griffier en de gehoorde persoon.

HOOFDSTUK III. - TUSSENGESCHILLEN.

Eerste afdeling. - Betichting van valsheid.

Artikel 12.-

Ingeval een partij een overgelegd stuk van valsheid beticht, wordt de partij die het stuk heeft overgelegd, door de bestendige deputatie zonder verwijl verzocht te verklaren of zij volhardt in haar voornemen ervan gebruik te maken.

Indien de partij op dit verzoek niet ingaat of verklaart dat zij van het stuk geen gebruik wenst te maken, wordt het stuk verworpen.

Indien zij verklaart dat zij er gebruik van wil maken en zo het stuk van wezenlijk belang is voor de oplossing van het geschil, schorst de bestendige deputatie het geding tot het bevoegde rechtscollege over de valsheid uitspraak heeft gedaan. Indien het geschil bij geen enkel rechtscollege aanhangig is gemaakt, oordeelt de bestendige deputatie over de bewijskracht van het stuk.

Indien uitspraak kan worden gedaan zonder dat met het van valsheid betichte stuk rekening wordt gehouden, wordt de rechtspleging voortgezet.

.../...

Afdeling 2. - Tussenkomst.

Artikel 13.-

Degenen die belang hebben bij de oplossing van het geschil kunnen erin tussenkomen.

De partijen kunnen diegenen wier aanwezigheid zij voor de zaak vereist achten, in tussenkomst roepen.

De bestendige deputatie kan het beroep of het bezwaar mededelen aan eenieder wiens belangen bij de zaak betrokken zijn.

Artikel 14.-

De eis tot tussenkomst geschiedt vóór de sluiting der debatten, bij verzoekschrift gesteld overeenkomstig artikel 3.

Het verzoekschrift vermeldt bovendien de gronden van de tussenkomst.

Artikel 15.-

De bestendige deputatie doet zonder verwijl uitspraak over de ontvankelijkheid van het verzoekschrift.

De beslissing wordt door de griffier betekend aan de partijen, aan de tussenkomende of aan de in tussenkomst geroepen derden.

De tussenkomst mag de beslissing in de zaak niet vertragen.

.../...

Afdeling 3. - Hervatting van het geding.

Artikel 16.-

Indien een van de partijen vóór de sluiting van de debatten komt te overlijden, is er grond tot hervatting van het geding.

Behoudens spoedeisende gevallen, wordt de rechtspleging geschorst gedurende de termijn van drie maanden en veertig dagen die de erfgenamen is toegekend voor boedelbeschrijving en beraad.

Hervatting van het geding moet geschieden uiterlijk binnen acht dagen na het verstrijken van die termijn.

Artikel 17.-

De rechthebbenden van de overledene hervatten het geding door middel van een aan de griffie te richten verzoekschrift dat gesteld is overeenkomstig artikel 3.

De griffier zendt de partijen een afschrift van dat verzoekschrift toe.

Artikel 18.-

Bij het verstrijken van de termijn voor boedelbeschrijving en beraad wordt de rechtspleging op geldige wijze hervat tegen de rechthebbenden van de overledene, door middel van een verzoekschrift gesteld overeenkomstig artikel 3.

Artikel 19.-

In de andere gevallen waarin er grond bestaat tot hervatting van het geding, geschiedt zulks door een verklaring ter griffie.

.../...

Afdeling 4. - Afstand van het geding.

Artikel 20.-

Wanneer uitdrukkelijk wordt afgezien van de eis, doet de bestendige deputatie zonder verwijl uitspraak over de afstand.

Afdeling 5. - Samenhang.

Artikel 21.-

Indien er grond bestaat om door eenzelfde beslissing uitspraak te doen over verscheidene zaken, kan de voorzitter hetzij ambtshalve hetzij op verzoek van partijen de samenvoeging ervan bevelen.

De griffier geeft van die beschikking kennis aan partijen.

Afdeling 6. - Wraking.

Artikel 22.-

De leden van de bestendige deputatie kunnen gewraakt worden in het geval bedoeld in artikel 98 van de provinciewet en om de redenen die luidens de artikelen 828 en 830 van het Gerechtelijk Wetboek tot wraking aanleiding geven.

Ieder lid van de bestendige deputatie dat weet dat hem een grond van wraking treft, moet daarvan aangifte doen; de bestendige deputatie beslist of hij zich al dan niet moet onthouden.

Artikel 23.-

Hij die wil wraken moet zulks doen zodra hij van de wrakingsgrond kennis heeft.

.../...

Artikel 24.-

De wraking wordt gevraagd bij een met redenen omkleed verzoekschrift, gesteld overeenkomstig artikel 3.

Artikel 25.-

Over de wraking wordt zonder verwijl uitspraak gedaan, nadat de wrakende partij en het gewraakte lid zijn gehoord.

HOOFDSTUK IV. - WIJZIGINGS- EN OPHEFFINGSBEPALINGEN.

Artikel 26.-

Artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 19 juli 1867, dat betrekking heeft op de bekendmaking en de toekenning van gestichte studiebeurzen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Beroep bij de bestendige deputatie staat open voor diegenen die een beurs hebben gevraagd. Dat beroep moet worden ingesteld binnen zestig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de provinciale commissies of van de begevers".

Artikel 27.-

Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 11. De beslissingen inzake toekenning van beurzen en die welke genomen zijn door de Koning, worden ter kennis gebracht bij ter post aangetekende brief of langs administratieve weg; van de beslissingen van de bestendige deputatie word aan partijen kennis gegeven door toedoen van de provinciegriffier".

.../...

Artikel 28.-

Het koninklijk besluit van 25 december 1867, dat betrekking heeft op de kennisgeving van het toekennen van studiebeurzen, wordt opgeheven.

Artikel 29.-

In artikel 213, derde lid, van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentecomptabiliteit wordt de tweede volzin vervangen door de volgende bepaling :

"Een exemplaar van de eindrekening van de plaatselijke of gewestelijke ontvanger wordt, naar gelang van het geval, toegezonden aan het gemeentebestuur of aan de arrondissementscommissaris; de beslissing van de bestendige deputatie wordt door toedoen van de provinciegriffier ter kennis van de partijen en, naar gelang van het geval, ter kennis van het gemeentebestuur of de arrondissementscommissaris gebracht".

HOOFDSTUK V. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 30.-

Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1987.

Artikel 31.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	H. ROUSSEAU,	président de chambre, kamervoorzitter,
	J.-J. STRYCKMANS, J.-Cl. GEUS,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. RIGAUX, F. DELPEREE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	M. VAN GERREWEY,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Les rapports ont été présentés par M. M. DUMONT, auditeur général adjoint, et par M. Chr. LAMBOTTE, premier référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

De verslagen werden uitgebracht door de H. M. DUMONT, adjunct-auditeur-generaal, en door de H. Chr. LAMBOTTE, eerste referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.